

## Market News

### Etudes Economiques & Stratégie

Lundi 19 janvier 2026

#### Groenland : quand les droits de douane remplacent les canons...

- La situation autour du Groenland marque une escalade majeure des tensions transatlantiques, Donald Trump ayant menacé huit pays européens de lourdes sanctions commerciales afin de forcer une cession territoriale du territoire autonome danois. Les pays visés (dont le Danemark, la France et l'Allemagne) s'exposeraient à des droits de douane progressifs pouvant atteindre 25% à partir de juin 2026. Cette instrumentalisation du commerce à des fins de conquête territoriale est largement considérée comme contraire au droit international et fragilise l'ensemble des accords commerciaux conclus avec l'administration américaine, rendant les investissements européens aux Etats-Unis particulièrement incertains.
- Le déclencheur immédiat de la crise réside dans le déploiement limité de forces européennes au Groenland dans le cadre d'exercices militaires conjoints. Cette présence agit comme un facteur de dissuasion, rendant toute action militaire américaine directe politiquement, juridiquement et opérationnellement risquée. Une annexion forcée violerait les engagements internationaux des Etats-Unis et pourrait provoquer une crise constitutionnelle interne en cas de refus d'exécution d'un ordre présidentiel jugé illégal.
- Face à cette pression, les Européens affichent une unité politique croissante. Les huit pays concernés ont réaffirmé leur engagement à défendre la souveraineté danoise, tandis que l'Union Européenne prépare des mesures de rétorsion, allant de nouveaux droits de douane à l'activation potentielle de l'Instrument anti-coercition. L'objectif affiché est de transformer le poids du marché unique en levier de dissuasion crédible face à la stratégie américaine de rapport de force.
- Enfin, la crise trouve un large écho dans l'opinion publique. Au Groenland et au Danemark, les manifestations contre toute annexion se multiplient, tandis qu'aux Etats-Unis, le soutien à l'achat du territoire reste minoritaire et l'usage de la force est massivement rejeté.
- Les marchés financiers ont déjà réagi par une hausse des actifs refuges et un repli des indices boursiers, signalant que cette confrontation dépasse le cadre diplomatique pour devenir un facteur de risque systémique pour l'économie mondiale.



Greenland Defense Front - The Hungry Giant (Official Music Video)

La « guerre pour le Groenland » est ouverte, au moins dans les médias. **Donald Trump a franchi une nouvelle étape dans sa tentative d'acquisition du Groenland en menaçant directement huit pays européens de sanctions commerciales massives**. Cette escalade fait suite à des manœuvres militaires menées par ces nations sur l'île, que le président américain interprète comme un défi à ses ambitions territoriales.

Voici les points clés de l'annonce de ce week-end :

- **Les pays visés :** Le Danemark, la France, l'Allemagne, la Finlande, les Pays-Bas, la Suède, la Norvège et le Royaume-Uni.
- **Le calendrier des sanctions :** Trump menace d'imposer une surtaxe douanière de **10 % dès le 1<sup>er</sup> février 2026, qui pourrait grimper à 25% au 1<sup>er</sup> juin si aucun accord n'est conclu pour la « vente complète et intégrale » du Groenland**. Une hausse de droits de douane visant à promouvoir une expansion territoriale est manifestement illégal, selon toute interprétation sensée du droit commercial américain. Les pays concernés ont conclu des accords commerciaux avec Trump. Hors, un accord avec Trump dure jusqu'à ce qu'il ait envie de le rompre... **Cette décision du président américain fragilise la solidité de l'ensemble des accords commerciaux avec les différents passés depuis un an**. De plus, l'instabilité de ces Traité, avec le concept de « Deal » avec l'administration actuelle, est désormais purement transactionnel et à court terme. **Cela rend toute planification d'investissement direct à l'étranger (IDE) vers les Etats-Unis extrêmement précaire pour les entreprises européennes**.

L'usage de tarifs douaniers à des fins de conquête territoriale sort du cadre de l'OMC et même de la législation nationale américaine (Section 232). **Si la Cour Suprême valide cette approche, le commerce mondial entrera dans une ère de « loi de la jungle » où la puissance militaire dicte les termes de l'échange**.

**Jeff Landry, envoyé spécial du président Donald Trump pour le Groenland, a officialisé son intention de se rendre sur le territoire autonome en mars prochain afin de faire progresser les négociations d'acquisition.** Affirmant la détermination de l'administration américaine, il a souligné qu'un accord avec le Danemark était désormais entre les mains du secrétaire d'Etat Marco Rubio et du vice-président JD Vance. **Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a déclaré que les velléités américaines de s'emparer du Groenland s'expliquaient par la « faiblesse » de l'Europe.** « Nous sommes le pays le plus puissant au monde », a-t-il déclaré lors d'une interview accordée à NBC. « Les Européens projettent de la faiblesse, les Etats-Unis projettent de la force ». Prendre possession du Groenland est crucial pour les Etats-Unis dans le contexte géopolitique avec la Russie et la Chine, a-t-il expliqué, ajoutant penser que l'Europe parviendra à infléchir sa position. « Je pense que les Européens comprendront que c'est ce qui est le meilleur pour le Groenland, pour l'Europe et le meilleur pour les Etats-Unis ». A noter, aussi, qu'**une délégation bipartisane de onze membres du Congrès américain s'est rendue à Copenhague pour assurer le Danemark et le Groenland de son soutien face aux velléités d'annexion exprimées par Donald Trump**. Mené par le sénateur démocrate Chris Coons, ce groupe cherche à apaiser les tensions diplomatiques et à réaffirmer l'attachement législatif à l'OTAN.

- **Le motif du courroux : L'envoi de militaires européens sur l'île dans le cadre de l'exercice « Arctic Endurance ».** Trump a qualifié ces manœuvres de « jeu très dangereux ». Cette réaction du président américain montre clairement que la dissuasion européenne a fonctionné : **il ne peut pas envoyer les Marines, au risque de devoir attaqué des alliés de l'OTAN et de compromettre définitivement l'alliance militaire**. Il n'est pas certain sur les militaires américains accepteraient une telle décision du Président américain sans un vote du Congrès américains. Selon le droit américain, les militaires ont le devoir d'obéir aux **ordres légaux** du Président, qui est leur Commandant en chef et un militaire a **l'obligation légale et morale de désobéir à un ordre manifestement illégal**. Par ses quelques soldats sur le territoire du Groenland, l'Europe a bloqué les ambitions de Trump. L'annexion forcée d'un territoire souverain (le Groenland étant une province autonome du Royaume du Danemark, membre de l'OTAN) violerait non seulement la Charte des Nations Unies, mais aussi les traités internationaux ratifiés par le Sénat, qui ont force de loi aux Etats-Unis. **Si le Président donne un ordre de déploiement et que le Pentagone refuse de l'exécuter, les Etats-Unis entrent dans une crise constitutionnelle sans précédent**.

De son côté, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, brille par son silence, évitant soigneusement de s'immiscer dans cette crise diplomatique majeure entre deux alliés de l'Alliance. Si certains observateurs voient dans cette neutralité une volonté de préserver les relations avec Washington, d'autres y perçoivent une mise à l'épreuve de la solidarité transatlantique au sein de l'organisation. Pour l'instant, le chef de l'OTAN délègue la gestion des tensions aux canaux diplomatiques bilatéraux, malgré les appels pressants de Copenhague à une clarification de la position de l'Alliance sur l'intégrité territoriale de ses membres.

**Le gouvernement allemand a annoncé qu'une mission d'évaluation militaire au Groenland étudierait la faisabilité d'un déploiement d'avions de chasse Eurofighter et de frégates sur le territoire arctique.** Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'exercices conjoints coordonnés par Copenhague et ses alliés européens pour renforcer la défense de l'île, territoire autonome du Royaume du Danemark. Berlin souligne que l'envoi de ces capacités de défense vise à garantir la souveraineté danoise et la stabilité de la région face aux pressions croissantes de Washington.

- **La réaction européenne :** Les huit pays ont publié un communiqué commun affirmant leur unité et leur détermination à défendre la souveraineté du Danemark : « En tant que membres de l'OTAN, nous nous engageons à renforcer la sécurité de l'Arctique comme intérêt transatlantique partagé », peut-on lire dans le communiqué publié par le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Grande-Bretagne. « Les menaces de droits de douane fragilisent les relations transatlantiques et constituent une spirale dangereuse vers le bas », ont-ils ajouté.

Les ambassadeurs de l'Union Européenne ont convenu dimanche d'intensifier les efforts pour dissuader le président américain Donald Trump d'imposer des droits de douane aux alliés européens, tout en préparant des représailles si les droits de douane se poursuivent, ont indiqué des diplomates. Les dirigeants de l'UE débattront des réponses lors d'un sommet d'urgence à Bruxelles jeudi.

**Les options incluent un paquet tarifaire sur 93 Mds € d'importations américaines, prévu pour être activé le 6 février après une suspension de six mois, ou le déploiement de « l'*Instrument Anti-Coercition* » (ACI) jamais utilisé, qui pourrait restreindre l'accès des Etats-Unis aux appels publics, aux investissements, à la banque ou au commerce des services, dans des domaines où Washington a un excédent, notamment dans les services numériques. L'*instrument anti-coercition (ACI)*, un outil législatif puissant qui permet à l'UE de répliquer par des restrictions commerciales, des blocages d'investissements ou des limitations d'accès aux marchés publics contre tout Etat tiers exerçant une pression économique indue. L'argument central est que la solidarité européenne, si elle est activée à la majorité qualifiée, peut transformer la dépendance commerciale des Etats-Unis vis-à-vis du marché unique en un moyen de dissuasion efficace.** Emmanuel Macron a déjà brandi la menace de cette riposte.

- **Opinion publique :** Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Copenhague et de Nuuk, la capitale groenlandaise, pour dénoncer les velléités d'annexion de l'île par Donald Trump. Sous le mot d'ordre « Le Groenland n'est pas à vendre », les manifestants ont fustigé les menaces de surtaxes douanières agitées par Washington pour forcer le Danemark à céder ce territoire stratégique de l'Arctique. Ces rassemblements interviennent alors que le sentiment d'indignation nationale grandit, avec des sondages montrant que plus de 85% de la population locale refuse catégoriquement tout rattachement aux Etats-Unis. Cette mobilisation populaire accentue la pression sur le gouvernement danois, qui multiplie les contacts diplomatiques pour contrer les ambitions territoriales de l'administration américaine.

Selon un sondage YouGov/The Economist publié le 15 janvier 2026, seuls **28% des Américains soutiennent l'achat du Groenland, tandis que 45% s'y opposent**. Ce chiffre est en légère hausse par rapport à août 2025 (24%), principalement portée par la base républicaine. L'opposition est massive concernant l'usage de la force militaire pour l'annexion : **73% des Américains rejettent cette option**. Même chez les Républicains, l'opposition à une intervention militaire est majoritaire à 60%. L'opinion est divisée sur l'intérêt national : 33% jugent le territoire stratégiquement important pour les Etats-Unis, contre 32% qui pensent le contraire. Concernant les ménages de droits de douane, **si une majorité d'Américains soutient les droits de douane élevés contre la Chine, ils sont beaucoup plus réticents concernant les alliés traditionnels**. Le soutien aux tarifs contre l'Union Européenne, le Canada et le Mexique reste minoritaire. Les sondages indiquent que deux tiers (66 %) des Américains craignent que ces droits de douane ne provoquent une hausse généralisée des prix à la consommation.

- Réaction des marchés (à 7h20 ce matin) :** Les contrats à terme sur les actions américaines sont en baisse, ce matin. Le Dow Jones future perd 0,7%, le S&P 500 F recule de 0,8% et le Nasdaq F de 1,1%. L'or est en hausse de 1,7% à 4 675 et l'argent bondi de 5,4% à 93,3 \$. L'euro est en hausse face au dollar, à 1,1630 \$ (+ 0,2%). Les futures sur l'EuroStoxx 50 sont en baisse de 1,30%. Les marchés obligataires américains sont fermés ce matin.

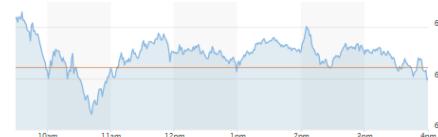
Cette situation place les relations transatlantiques sous une tension inédite, Washington utilisant l'arme économique pour obtenir une cession territoriale d'un allié souverain au sein de l'OTAN.

	Matières Premières			Clôture américaine			Indices Futures				
	Price	Change	% Chg	Indices	Price	Change	% Chg	Price	Change	% Chg	
Crude Oil	59,37	-0,07	-0,12%	S&P 500	6 940,01	-4,46	-0,06%	S&P F	6 015,75	-60	-0,06%
Gold	4.674,80	79,40	1,73%	Dow Jones	49.350,33	-82,11	-0,17%	NASDAQ F	25.402,26	-285,75	-1,11%
Silver	93,19	4,65	5,26%	Nasdaq	23.515,39	-14,63	-0,06%	DJIA F	49.181	-366	-0,74%
Changes				VIX	15,86	0,02	0,13%				
DXY Index	99,16	-0,230	-0,24%	Secteurs à Wall Street				Asie			
Euro	1,163	0,002	0,19%	% Chg Nikkei	53.510,92	-425,25	-0,79%				
Yen	157,92	-0,420	-0,26%	Real Estate	1,20%			Hang Seng	26.576,06	-268,9	-1,00%
Pound	1,3397	0,001	0,08%	Industrials	0,65%			Shanghai	4.105,76	3,85	0,09%
<b>Marché obligataire</b>											
U.S. 10yr	4,227	4,9	Information Technology	0,09%	Europe						
Germany 10yr	2,839	1,8	Consumer Staples	0,00%	Stox 600	614,38	-0,19	-0,03%			
Italy 10yr	3,462	2,1	Consumer Discretionary	-0,17%	CAC 40	8.256,94	-54,18	-0,65%			
Japan 10yr	2,184	1,5	Materials	-0,44%	DAX	25.297,13	-55,26	-0,22%			
<b>Crypto</b>											
Bitcoin USD	92,494	-2,781	-2,92%	Utilities	-0,51%			FTSE MIB	45.799,69	-50,08	-0,11%
Ethereum USD	3.196,53	-143,52	-4,30%	Communication Services	-0,72%			IBEX 35	17.710,90	68,2	0,39%
				Health Care	-0,84%			FTSE 100	10.235,29	-3,65	-0,04%

Cours au 19/3/26 7:19 AM

Achevé de rédigé à 7h15

## Indice S&P 500



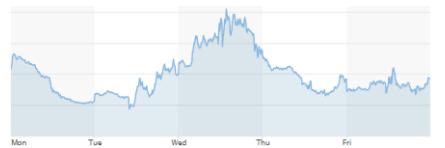
(Source : Marketwatch)

## S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

## VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

## Etats-Unis

La séance de vendredi sur la bourse américaine s'est achevée sur une note d'hésitation et de digestion, illustrant un marché en équilibre précaire entre des facteurs de soutien microéconomiques et des vents contraires géopolitiques et économiques. Les principaux indices ont clôturé quasiment inchangés après une journée marquée par une volatilité *intraday* sensible. Le S&P 500 a ouvert en hausse, au-dessus des 6 960 points (+0,3 %), mais après une heure et demie de transactions, l'indice est tombé à 6 925 points (-0,3 %), avant de rebondir pour revenir à l'équilibre et même retoucher les 6 960 points dans la seconde partie de la séance. Cependant, lors des dernières heures de cotation avant un week-end prolongé (ce lundi étant férié pour le *Martin Luther King Jr. Day*), l'indice est revenu sur son niveau de la veille pour clôturer à 6 940,0 points (- 0,1%). Le Dow Jones a reculé de - 0,2% à 49 359,3 points (- 83 points) et le Nasdaq a perdu - 0,1% à 23 515,4 points (- 15 points). Le VIX s'est établi à 15,9 points, traduisant une nervosité contenue mais persistante. Sur l'ensemble de la semaine, les trois grands indices ont affiché un léger repli : le S&P 500 perd 0,4%, le Nasdaq près de 0,7% et le Dow Jones autour de 0,3%, confirmant un début d'année 2026 plus heurté après les records récents.

**La séance a été rythmée par les déclarations du président Donald Trump concernant la future gouvernance de la banque centrale.** En laissant entendre qu'il souhaitait conserver Kevin Hassett comme conseiller économique à la Maison Blanche plutôt que de le nommer à la tête de la banque centrale, le président a bousculé les attentes du marché obligataire, Hassett étant perçu comme le candidat le plus « colombe ». Son éviction probable au profit de profils plus « faucons » comme Kevin Warsh a provoqué une tension immédiate sur les taux : les taux à 10 ans ont grimpé à 4,23%, son plus haut niveau depuis septembre. Cette remontée a exercé une pression mécanique sur les valorisations boursières, effaçant les gains initiaux. Le paysage géopolitique a également pesé, avec les menaces de droits de douane liées au Groenland et les craintes de regain de tensions au Moyen-Orient. **Au regard de l'actualité du week-end, les opérateurs qui ont couvert leurs positions n'ont pas eu tort ! (cf. Market Mover)**

Dans ce contexte, les valeurs liées aux infrastructures énergétiques ont profité des spéculations sur les nouveaux investissements requis pour les centres de données, à l'image de **GE Vernova (+ 6,1%)**, **Bloom Energy (+ 7,4%)** et **Quanta Services (+ 4,3%)**. A l'opposé, les producteurs d'électricité traditionnels ont subi de lourdes prises de bénéfices, **Constellation Energy (- 9,8%)** et **Vistra (- 7,5%)** chutant lourdement. Cet écart massif s'explique par **la volonté de l'administration Trump de déplacer la charge financière de la transition énergétique des consommateurs vers les géants de la Silicon Valley**. Si la « Big Tech » est contrainte de financer ses propres capacités au lieu de racheter l'énergie existante à prix d'or, ces électriciens perdent leur pouvoir de négociation et leurs contrats exclusifs. A l'inverse, ces chantiers colossaux constituent une aubaine pour les équipementiers dont les carnets de commandes de turbines et de réseaux haute tension vont gonfler massivement. **Wall Street a donc sanctionné les « rentiers » dont la rentabilité pourrait être plafonnée politiquement, au profit des « constructeurs »**.

Les fluctuations ont aussi été dominées par un mouvement de balancier entre la hausse initiale des semi-conducteurs et la pression exercée par les taux longs. Les puces ont profité de l'optimisme autour de l'IA dans le sillage de **Taiwan Semiconductor (+ 1,2%)** et de **Nvidia (+ 1,5%)**. A l'inverse, le secteur bancaire est resté à la traîne malgré des résultats solides, pénalisé par le projet de plafonnement des taux des cartes de crédit.

Les fluctuations de la séance ont été, aussi, dominées par un mouvement de balancier entre la hausse initiale des actions technologiques, en particulier les semi-conducteurs, et cette pression exercée en seconde partie de journée par la remontée des taux longs, pénalisant lourdement ce secteur. Les valeurs liées aux puces profitent de solides publications et d'un optimisme renouvelé autour de l'intelligence artificielle, dans le sillage notamment des performances de *Taiwan Semiconductor Manufacturing* et de la vigueur persistante de Nvidia, ce soutien sectoriel ayant permis de compenser en partie la faiblesse d'autres compartiments comme la santé ou certaines financières. A l'inverse, le secteur bancaire et financier est resté à la traîne malgré des résultats trimestriels globalement supérieurs aux attentes, pénalisé par les inquiétudes suscitées par la proposition politique visant à plafonner temporairement les taux d'intérêt des cartes de crédit, ce qui a ravivé les craintes sur les marges futures et freiné l'enthousiasme des investisseurs.

Du côté des indicateurs économiques, les statistiques publiées vendredi ont livré un message contrasté, la production industrielle américaine en décembre a progressé de 0,2% sur un mois, déjouant les attentes d'un recul et confirmant un léger redressement du secteur manufacturier, tandis que la confiance des constructeurs de logements, mesurée par l'indice *NAHB*, a reculé de manière inattendue, soulignant la persistance des contraintes d'accessibilité dans l'immobilier résidentiel sous l'effet conjugué de taux hypothécaires élevés et de coûts de construction en hausse. Ces données, globalement mitigées, ont conforté l'idée d'une économie américaine toujours résiliente mais fragile. Toutefois, les indicateurs ne sont pas suffisamment « mauvais » pour modifier le scénario consensuel sur les marchés autour des prochaines décisions de la banque centrale américaine, incitant les investisseurs à la prudence à l'approche des prochaines publications clés, notamment l'indice d'inflation PCE et une nouvelle estimation de la croissance. Les marchés monétaires n'espèrent désormais qu'une probabilité marginale de baisse de taux lors de la prochaine réunion du *FOMC*.

En toile de fond, le coup d'envoi de la saison des résultats du quatrième trimestre a également contribué à figer les indices dans une étroite fourchette, les investisseurs privilégiant une approche sélective en attendant des confirmations sectorielles, même si les premières publications ont été encourageantes avec

une large majorité des sociétés ayant dépassé les attentes, et des perspectives de croissance des bénéfices du S&P 500 estimées à plus de 8% sur le trimestre. En fin de séance, l'attention s'est également portée sur la rotation en faveur des petites et moyennes capitalisations, l'indice **Russell 2000** (+ 2,0% sur la semaine) ayant poursuivi sa surperformance et inscrit de nouveaux sommets récents, reflet d'arbitrages tactiques vers des segments jugés en retard ou sous-évalués après les fortes hausses des méga-capitalisations technologiques.

Côté valeurs, plusieurs titres se sont distingués, à commencer par le laboratoire pharmaceutique **Novo Nordisk** qui a bondi de + 9,1% porté par des perspectives favorables autour de son traitement anti-obésité. Dans la finance, **PNC Financial Services** a progressé de + 3,8% après des résultats supérieurs aux attentes, tandis que **State Street** a reculé de - 6,1% malgré des chiffres solides, sanctionnée par des perspectives jugées plus prudentes.

Au total, cette séance sans relief apparent mais riche en signaux contradictoires confirme un marché américain en phase d'attentisme, partagé entre la solidité des fondamentaux microéconomiques, les incertitudes politiques et monétaires, et la perspective d'une volatilité potentiellement accrue à mesure que la saison des résultats va s'intensifier.

*Détail de la séance sur les valeurs : cf. Les US en Actions.*

## Asie

Le **Nikkei 225** est en baisse de 0,8% ce matin, prolongeant leur recul depuis des sommets historiques, alors que les préoccupations géopolitiques et commerciales sont renouvelées et pèsent sur le sentiment mondial du risque. Le moral des investisseurs s'est affaibli après que le président américain Donald Trump a menacé de nouveaux droits de douane sur huit pays européens dans le but de prendre le contrôle du Groenland, suscitant des critiques de la part des dirigeants européens. Sur le plan national, les investisseurs ont anticipé la décision politique de la Banque du Japon cette semaine, où les taux devraient rester inchangés, les marchés envisageant une éventuelle évolution en juin. La Première ministre japonaise Sanae Takaichi envisage de s'engager à suspendre la taxe de vente de 8% sur la nourriture dans le cadre de sa campagne pour des élections générales anticipées le mois prochain, selon le journal Mainichi. Le gouvernement et son Parti libéral-démocrate devraient évaluer de près les retombées potentielles du marché avant de prendre une décision, car l'abolition de la taxe entraînerait une réduction annuelle estimée à 5 000 Mds de yens des recettes publiques. Takaichi prévoit de dissoudre le parlement et de convoquer des élections anticipées pour obtenir le soutien public à son programme de dépenses expansionnistes, qui a déjà bouleversé les marchés financiers. Deux députés du PLD ont indiqué que l'élection pourrait avoir lieu le 8 février. Elle devrait également tenir une conférence de presse plus tard aujourd'hui pour annoncer officiellement la dissolution, cherchant à tirer parti des fortes cotations d'approbation de son administration. Parmi les actions individuelles, les pertes ont été menées par des poids lourds de l'indice tels que Mitsubishi UFJ (- 1,2%), Fujikura (- 2,5%), SoftBank Group (- 0,8%), Advantest (- 1,5%) et Toyota Motor (- 2,3%). Les taux des obligations d'Etat à 10 ans augmentent de 6 pb pour atteindre 2,24%, leur plus haut niveau depuis 1999, porté par les paris sur la hausse des taux d'intérêt de la Banque du Japon et les attentes d'une augmentation des dépenses fiscales sous le Premier ministre Sanae Takaichi.

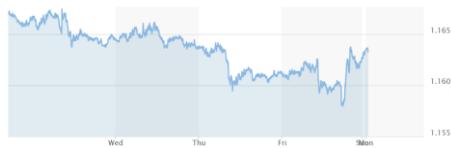
Le **Shanghai Composite** grimpe de 0,2% et le **Hang Seng** recule de 1,0%. L'économie chinoise a progressé de 4,5% sur un an au quatrième trimestre, le rythme le plus lent depuis trois ans, bien que la croissance annuelle ait atteint 5,0%, atteignant ainsi l'objectif de Pékin. D'autres données ont montré que la production industrielle en décembre a dépassé les attentes, tandis que les ventes

au détail et les investissements en immobilisations ont été inférieurs. Les autorités se sont engagées à renforcer le soutien politique cette année pour renforcer la croissance, la banque centrale signalant de potentielles baisses supplémentaires des taux clés.

Le **KOSPI** progresse de 1,4%, prolongeant les gains à de nouveaux sommets records, portés par la vigueur des actions automobiles. Hyundai Motor et Kia gagnent respectivement de 7,4% et 3,4%, après avoir affiché une part record combinée de 11,3% du marché automobile américain en 2025. Le sentiment a été soutenu par des preuves montrant que le groupe est resté résilient face aux pressions des droits de douane américains, aidé par une capacité de production locale accrue, une stratégie de fabrication flexible et une croissance rapide des ventes de véhicules hybrides. L'indice a également bénéficié des achats des institutionnelles et étrangers grâce à un optimisme quant aux résultats à venir. Des gains supplémentaires ont été observés sur SK Hynix (+ 0,7%), Hanwha Aerospace (+ 2,2%), HD Hyundai Heavy Industries (+ 2,9%), Hyundai Mobis (+ 2,7%) et Hanwha Ocean (+ 1,0%). Par contre, les actions du secteur des semi-conducteurs sont mitigées, reflétant une prise de bénéfices à des niveaux élevés et une incertitude persistante concernant les éventuels droits de douane sur les puces américaines.

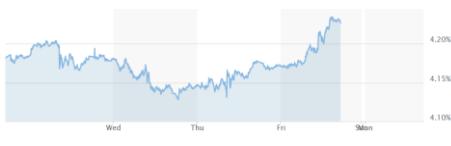
Le **S&P/ASX 200** recule de 0,3%, baissant depuis un sommet de plus de deux mois lors de la session précédente. L'attention du marché se tourne désormais vers un ensemble clé de données économiques prévues plus tard cette semaine, avec un accent particulier sur le taux de chômage. Bien que le taux de chômage devrait légèrement augmenter, l'économie reste dans une position délicate avec l'inflation qui montre, ce matin, des signes de réaccélération même si la croissance reste inégale. L'indicateur mensuel d'inflation australien, compilé par le *Melbourne Institute*, a bondi de 1,0% sur le mois de décembre, le rythme le plus rapide depuis décembre 2023, et en forte hausse par rapport à 0,3% sur les deux mois précédents. Commonwealth Bank, Westpac, NAB et ANZ Group ont toutes chuté entre 0,5% et 0,7%. En revanche, les actions aurifères ont surperformé : Newmont Corporation, Evolution Mining et Northern Star Resources progressant entre 1,8% et 2,1%.

#### Change €/\$



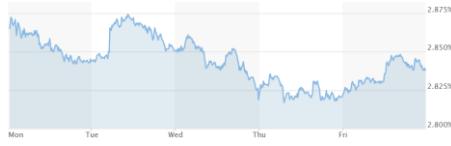
(Source : Marketwatch)

#### Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

#### Taux 10 ans (Allemagne)



#### Changes et Taux

Sur les marchés obligataires, les taux à 10 ans américains ont débuté la séance de vendredi très calmement, évoluant autour des 4,175%, son niveau de la veille, sans grande volatilité, mais à la mi-séance, ils sont montés, dépassant les 4,20%, et se stabilisant à 4,225%, pour clôturer à 4,227%, son niveau le plus élevé depuis plus de quatre mois, alors que les investisseurs réagissaient à un nouveau « bruit politique » autour de la banque centrale et à une réévaluation des attentes de politique publique. Les investisseurs anticipent, maintenant, Kevin Warsh comme successeur potentiel de Powell. La réaction des taux longs s'explique de deux façons : 1) Kevin Warsh serait le plus « faucon » des deux « Kevin » proposés par Trump. Le président américain, pour obtenir l'accord du Sénat et faire accepter son candidat au sein de la banque centrale, est obligé de nommer une personne moins proche de lui et sûrement moins agressive dans la baisse des taux directeurs potentiel en 2026. 2) Autres explications, à l'opposé, parfois mis en avant, cette nomination met à l'épreuve la confiance dans l'indépendance de la banque centrale, poussant les investisseurs à exiger une compensation plus élevée pour la dette à long terme. Dans tous les cas, la pente de la courbe des taux est appelée à se pentifier ! Cette décision a été renforcée par des données américaines résilientes, avec une production industrielle plus forte, soutenant l'idée que la croissance reste suffisamment solide pour soutenir un environnement de taux plus élevés et plus longtemps. L'attention se porte

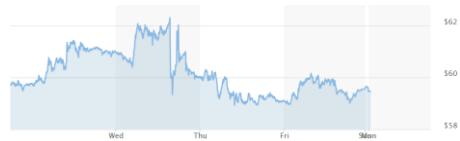
(Source : Marketwatch)

désormais sur les publications de l'inflation PCE et du PIB cette semaine pour des orientations plus claires sur la désinflation et la fonction de réaction de la banque centrale. Les marchés obligataires américains seront fermés aujourd'hui pour le *Martin Luther King Jr Day*. Sur le marché obligataire européen, les taux allemands sont restés corrélés avec les T-Bonds en *intraday*, les indicateurs économiques du jour ayant apporté peu d'information supplémentaire sur l'économie de la zone euro. Les Bunds à 10 ans ont ouvert légèrement au-dessus des 2,82% et sont montés à 2,85% dans le sillage des T-Bonds, pour clôturer à 2,839% (+ 1,8 pb). Les taux à 10 ans français sont en hausse de 2,9 pb à 3,52%, Italiens à 3,462% (+ 0,2 pb) et espagnols à 3,232% (+ 0,2 pb). Les taux des *Gilts* à 10 ans restent aussi calmes à 4,397% (+ 0,4 pb).

Les cours de l'or ont chuté de 4 621 à 4 555 \$ sur l'idée d'une banque centrale américaine moins accommodante, mais rapidement, ils sont remontés à 4 600 \$, limitant leurs pertes de 25 \$ par rapport à leur plus haut de séance, pour clôturer symboliquement à 4 599 (- 24 \$), en baisse de 0,5%, prolongeant les pertes de la session précédente. La demande en refuge se réduit alors que les tensions géopolitiques autour de l'Iran se sont encore atténues après que le président Donald Trump a réitéré qu'il pourrait retarder toute action militaire, invoquant des signes indiquant que la répression des manifestations se modérait et que les exécutions à grande échelle n'auraient pas lieu. Malgré ce recul, l'or reste proche des niveaux records et pourrait rebondir sur ce début de semaine après les déclarations de M. Trump durant le week-end.

Sur les changes, le *Dollar Index* profite des incertitudes autour du prochain président de la banque centrale. Après avoir chuté de 99,40 à 99,18, il rebondi sur le changement des anticipations autour des « Kevin », et touche les 99,5, avant de clôturer à 99,38. L'euro est sur le seuil symbolique des 1,16 \$, à 1,1599 \$ exactement, en clôture, en baisse de 0,1%. Le yen recule de 0,4% à 158,08 yens pour un dollar, tandis que la livre britannique est à 1,3379 (- 0,01%).

## Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

## Pétrole et matières premières

Les cours du pétrole ont repris un peu de terrain, vendredi, après leur chute de la veille, les opérateurs continuant de surveiller avec attention les développements en Iran, important producteur mondial. Etouffée par une violente répression ayant fait des milliers de morts selon des experts et des ONG, la vague de protestation en Iran semble marquer le pas ces derniers jours. Après avoir menacé Téhéran de « sérieuses conséquences » si la répression des manifestations venait à continuer, Donald Trump a dit « merci » vendredi au gouvernement iranien d'avoir annulé « toutes les pendaisons prévues » de manifestants. Le risque d'une escalade de la situation demeure toutefois présent, ce qui empêche les cours de trop retomber. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, a gagné 0,6% à 64,13 \$ vendredi. Son équivalent américain, le baril de *West Texas Intermediate*, pour livraison en février, a lui avancé de 0,4% à 59,44 \$. Si le marché se montre particulièrement nerveux face à la moindre évolution en Iran. Comme le brut iranien est sous sanctions, les perturbations de l'approvisionnement iranien n'ont pas d'incidence directe sur les références mondiales mais une forte perte de barils iraniens ne peut pas être indéfiniment compensée sur le marché parallèle et augmenterait la demande sur le marché traditionnel, tirant par conséquent les prix vers le haut. L'Iran borde aussi le détroit d'Ormuz, passage hautement stratégique par lequel transite environ 20% du pétrole mondial. Du côté de l'offre, la production des membres de l'OPEP+ a baissé en décembre, à 42,83 millions de barils par jour, ce qui vient quelque peu tempérer les attentes de surplus.

Les exportations totales de pétrole de l'Irak ont été estimées à une moyenne de 3,6 millions de barils par jour depuis le début du mois de janvier, a annoncé samedi le commercialisateur national de pétrole, SOMO. Sur ce total, environ 200 000 barils proviennent des champs pétroliers du Kurdistan irakien. SOMO a indiqué avoir versé 192 millions de dollars aux compagnies pétrolières pour des arriérés liés à la production de pétrole au Kurdistan, les revenus mensuels issus de la vente de pétrole de la région s'établissant à environ 400 millions de dollars. En septembre, l'Irak a repris les exports de pétrole kurde vers la Turquie après une interruption de deux ans et demi dans le cadre d'un accord permettant à 180 000 à 190 000 barils par jour de brut d'être acheminés vers le port turc de Ceyhan.

L'armée syrienne a annoncé samedi s'être emparée des champs pétroliers de Sufyan et Thawrah dans le nord du pays, alors que les combattants kurdes se retirent de dizaines de villes et villages en vertu d'un accord visant à éviter une confrontation sanglante. Les forces kurdes contrôlent encore certains des plus grands champs pétroliers de Syrie dans la province de Deir el-Zor, plus à l'est. Le gouvernement syrien affirme que ces champs doivent être gérés par les autorités centrales.

Le gouvernement américain accélère l'octroi d'une licence étendue à Chevron pour ses activités au Venezuela, marquant un tournant stratégique après la destitution de Nicolas Maduro. Le secrétaire à l'Energie, Chris Wright, a précisé que la compagnie pourra désormais s'acquitter de ses redevances et impôts en numéraire plutôt qu'en nature, lui permettant de commercialiser l'intégralité de sa production locale contre seulement 50% auparavant. Cette mesure vise à réintégrer massivement le brut vénézuélien sur le marché mondial sous supervision de Washington, qui gère désormais la commercialisation des stocks en souffrance. Grâce à la levée des sanctions, le prix de vente du baril vénézuélien est passé de 31 \$ à 45 \$, réduisant l'escompte par rapport au Brent. Les recettes de ces ventes sont actuellement sécurisées sur des comptes bancaires qatariens sous contrôle américain, dans l'attente d'un transfert vers le système financier des Etats-Unis. Cette restructuration s'inscrit dans la volonté de l'administration Trump de relancer rapidement l'industrie pétrolière du pays tout en garantissant une gestion rigoureuse des flux financiers. La présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodriguez, a déclaré que les revenus générés par la vente de pétrole doivent être acheminés via la banque centrale du pays.

Les entreprises énergétiques américaines ont diminué le nombre de puits de pétrole et de gaz naturel en activité pour la deuxième semaine consécutive, une première depuis la mi-décembre, selon le rapport Baker Hughes publié vendredi. Le nombre de puits de pétrole et de gaz, indicateur précoce de la production future, a reculé de 1 pour atteindre 543 lors de la semaine se terminant le 16 janvier, son niveau le plus bas depuis la mi-décembre. Baker Hughes précise que ce repli porte le nombre total de puits à 37 de moins, soit une baisse de 6% par rapport à la même période l'année dernière. Baker Hughes indique par ailleurs que le nombre de puits de pétrole a augmenté de 1 pour atteindre 410, tandis que les puits de gaz ont diminué de deux pour s'établir à 122, leur plus bas niveau depuis octobre.

Les contrats à terme sur cuivre sont tombés sous les 5,90 \$ la livre, à 5,85 \$ (-2,4%), vendredi, marquant une deuxième session consécutive de pertes après que la Chine a annoncé une répression contre le *trading* à haute fréquence dans le cadre d'efforts plus larges visant à réduire les risques sur ses marchés financiers. Les régulateurs chinois ont ordonné aux plateformes continentales de retirer les serveurs exploités par les sociétés de *trading* à haute fréquence de leurs centres de données, car ces entreprises placent souvent les serveurs aussi près que possible des systèmes d'échange afin d'obtenir un avantage rapide dans l'exécution des transactions. Le cuivre et d'autres métaux échangés à

Shanghai, Londres et New York ont connu de fortes baisses, s'éloignant davantage des sommets records. Le métal rouge a également été sous pression cette semaine après que les Etats-Unis ont décidé de reporter les tarifs sur les minéraux critiques. Le cuivre avait été ajouté à la liste des minéraux critiques américains l'année dernière en raison de son importance dans la sécurité nationale, les technologies de défense et l'électrification du réseau.

La prime d'aluminium pour les expéditions vers le Japon au premier trimestre a bondi de plus de 100% par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 195 \$ par tonne. Cette augmentation spectaculaire reflète les craintes croissantes des acheteurs concernant une pénurie mondiale de l'offre et des perturbations potentielles des chaînes logistiques. En tant que principal importateur d'aluminium en Asie, les niveaux de primes fixés par le Japon servent de référence régionale majeure pour le marché des métaux. Les négociations ont abouti à ce tarif élevé alors que les stocks disponibles diminuent et que la demande industrielle reste soutenue malgré les incertitudes économiques. Cette tendance haussière souligne la volatilité persistante du secteur des matières premières et les tensions sur les capacités de raffinage et de transport à l'échelle internationale.



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monétaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

#### Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur [www.aurel-bgc.com](http://www.aurel-bgc.com)

Copyright © Aurel-BGC, 2026. Tous droits réservés.